

# ASSEMBLÉE NATIONALE

16 janvier 2026

---

## L'INTÉRÊT DES ENFANTS - (N° 1085)

Adopté

N° AS51

### AMENDEMENT

présenté par  
Mme Piron

-----

### ARTICLE ADDITIONNEL

#### APRÈS L'ARTICLE 4, insérer l'article suivant:

Après la deuxième phrase du quatrième alinéa de l'article 375-7 du code civil, est insérée une phrase ainsi rédigée : « En cas de violences avérées commises par un des titulaires de l'autorité parentale, le juge des enfants recherche le consentement de l'enfant à l'exercice des droits de visite et d'hébergement. »

### EXPOSÉ SOMMAIRE

Le présent article vise à renforcer la protection de l'enfant en rendant obligatoire la prise en compte de son consentement dans ces situations. Ainsi, en cas de violences avérées, le juge des enfants doit rechercher l'accord de l'enfant avant toute décision relative aux droits de visite et d'hébergement.

Cette mesure permet de concilier le respect des droits des parents avec la priorité absolue donnée à l'intérêt supérieur de l'enfant, en lui offrant la possibilité de s'exprimer et de ne pas être confronté à un parent violent sans son accord.